

# Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

juillet 1977

sommaire

Reims : la violence capitaliste p.2  
Gauchisme .....p.3  
Les élections en Israël .....p.3  
Le "socialisme" à la cubaine....p.3  
Chine 27 .....p.5

mensuel n° 39  
2 ff 20fb/15fs/50ctscan.

## LA VIOLENCE DE L'ORDRE CAPITALISTE

Le 4 juin dernier, un ouvrier membre d'un piquet de grève a été tué par des milices de droite, événement qui est venu troubler le cours du scénario désormais classique en France de ces grèves larvées qui s'éternisent jusqu'à ce que les syndicats, d'atermolements en atermolements, parviennent à obtenir la reprise dans une défaite travestie en victoire "dans la dignité".

Révélatrice de la tension croissante de la situation sociale, cette prétendue "bavure" l'est assurément : le chômage grandissant, la crise inexorablement plus grave, attisent partout les antagonismes qui existent au sein de la société, faisant paraître au grand jour la réalité du monde capitaliste.

Révélatrices aussi furent les réactions des garants de l'"ordre" capitaliste : dans un premier temps, on les a vu se battre pour se rejeter mutuellement la faute, qui sur la droite qui entretient des milices, qui sur la gauche qui entretiendrait un climat de tension. Il faut dire que cet "accroc" tombe à un bien mauvais moment : la crise qui déchire l'actuelle majorité est loin d'être un facteur de stabilisation de la société. Cette situation, qui entrave toute action cohérente de l'Etat, ne manque pas de laisser un vide, d'accroître le climat de déséquilibre, révélant que l'heure est à ce que la "classe dominante ne peut plus gouverner comme auparavant".

La fraction de gauche a de son côté tenté sans pudeur d'utiliser l'événement pour son compte, présentant l'affaire comme une tentative pour entraver la venue "salvatrice" de la gauche au pouvoir. Cette alternative "rassurante" n'est qu'un trompe l'oeil. Si la gauche peut dans un premier temps présenter une plus grande cohérence et assurer un renforcement de l'Etat, elle n'en résoudra pas pour autant ni la crise, ni les antagonismes sociaux. La crise politique de la bourgeoisie ne fait que commencer. C'est de façon globale que l'ensemble des tenants de l'ordre du capital auront de plus en plus de mal à gouverner, confrontés aux affrontements d'intérêts de plus en plus violents qui déchirent la société à mesure que la part du gâteau se réduit.

Que cet affaiblissement inévitable de la bourgeoisie empêtrée dans les contradictions insolubles du capital ne nous aveugle pas pour autant. Au delà de leurs divisions, il est une croisade que les différentes fractions bourgeoises mèneront toujours de concert : celle qu'a entreprise Peyrefitte en rappelant U cadre de la "loi démocratique" : "il faut se garder de prendre des attitudes qui puissent renouveler et faire rebondir les cycles de violence", Giscard en mettant en avant Us dangers de "la crispation de notre vie nationale", la gauche en vilipendant un "climat de passion, de tension et de violence qui ne peut que faciliter l'action et Us desseins de la droite". Dans une situation où 8'accumule sourdement Umécontentement de la classe ouvrière, cette unanimité contre la "violence" est un avertissement. Ce n'est certes pas au nom d'un beau principe que U bourgeoisie part en guerre : la violence est le lot quotidien de la société capitaliste. La violence qu'ils craignent et qu'ils dénoncent, c'est celle de la classe ouvrière. Ce qu'ils ont tout fait pour éviter, c'est une réaction de la classe : cinq minutes de grève, précipitation à obtenir la reprise du travail à l'usine de verreries, prise en charge "légale" et discrète du règlement de l'affaire : cet "ordre" que contribuera plus directement à faire régner la gauche demain, la classe ouvrière le connaît : contre la violence de la classe ouvrière sera exhibé l'épouvantail de la droite, du fascisme, pour maintenir l'ordre de la violence, de l'exploitation, des grèves brisées. Contre cette violence-là, la classe ouvrière n'aura d'autre alternative que de recourir à sa violence, celle d'une classe consciente et organisée, appelée à renverser l'ordre existant.

## LA LUTTE DE CLASSE BALAIE LE MYTHE TIERS-MONDISTE

1975 : des mines de cuivre du Pérou aux mines d'or et d'uranium d'Afrique du Sud, de la province de Hangzhou où Us troubles nécessitent l'intervention de contingents de l'armée chinoise pour rétablir l'ordre ; 1975-76 : des métallos puis des OS en Argentine aux ouvrières du textile en Inde ou en Thaïlande ; des ouvriers agricoles dahoméens aux dockers de Luanda ; 1976-77 : de l'agitation sociale en Israël aux émeutes en Egypte, impulsées par les ouvriers d'Hérouan et d'Alexandrie ; 1977 : de la grève des dockers d'Alger à celle des cheminots au Sénégal ; de Valparaiso à Abidjan, de Bombay à Caracas, de Madagascar à l'Indonésie monte la réponse internationale des prolétaires à l'asservissement capitaliste.

Pour faibles, sporadiques et isolées qu'elles soient, par le caractère général de leur surgissement dans les régions les plus éloignées des centres nerveux du capitalisme, mais aussi par leur simultanéité avec les manifestations combattives de leurs frères de classe dans les pays plus développés (Espagne, Italie), ces luttes ouvrières démontrent la maturation du mouvement prolétarien dans le monde.

En même temps, elles permettent de démasquer le caractère mystificateur des assertions répandues par tous ceux qui, vouant à l'impuissance les prolétaires des pays dits du "tiers-monde", se sont permis, en vertu de prétendues "conditions spécifiques", de lui assigner "des tâches nationales". La classe ouvrière n'a pas de patrie. Et, confrontée partout à l'épreuve de force qui s'engage avec sa bourgeoisie nationale, ses luttes n'ont pas de frontières.

**"LA FORCE DU PROLETARIAT DANS UN PAYS CAPITALISTE EST INFINIMENT PLUS GRANDE QUE LE POIDS NUMERIQUE QU'IL REPRESENTE AU SEIN DE LA POPULATION GENERALE. CECI PARCE QUE LE PROLETARIAT OCCUPE UNE POSITION CLE AU COEUR DE L'ECONOMIE CAPITALISTE ET AUSSI PARCE QUE LE PROLETARIAT EXPRIME, DANS LE DOMAINE POLITIQUE ET ECONOMIQUE, LES INTERETS REELS DE LIMMENSE MAJORITE DE LA POPULATION LABORIEUSE, SOUS LA DOMINATION CAPITALISTE"** : Ces paroles de Lénine en 1919 expriment un des caractères fondamentaux du mouvement prolétarien, mais elles sont aussi le produit de l'expérience vivante du triomphe de la révolution prolétarienne en 17 où la classe ouvrière a su, en Russie, dans son surgissement révolutionnaire, drainer et rassembler toutes les autres couches non-exploiteuses autour de SA seule force et de SN seul programme.

A l'inverse, l'histoire, au cours de décennies de contre-révolution, n'a cessé de démontrer que, dès que le prolétariat n'était plus capable de se maintenir fermement sur le terrain de son autonomie et consentait à diluer ses intérêts dans ceux d'autres couches de la population ou à appuyer une des fractions de la bourgeoisie, il signait son arrêt de mort. Les massacres de Shanghai en 27, de Barcelone en 37, ont sanctionné ces dures leçons d'hier.

## IMPERIALISME

# L'ENNEMI EST DANS TOUTES LES NATIONS

• Depuis la première guerre mondiale, l'attitude des révolutionnaires face à la guerre impérialiste est le révélateur le plus infaillible de leur nature de classe. C'est une épreuve de sang et de feu à laquelle aucune organisation se réclamant du prolétariat et de l'internationalisme ne saurait se soustraire. C'est dans de tels moments que l'internationalisme inscrit sur la bannière des organisations prolétariennes devient une réalité pratique ou une simple phrase creuse justifiant toutes les trahisons, le soutien de sa propre bourgeoisie et le pacte signé avec elle sur le corps sanglant du prolétariat.

De cette épreuve sont sortis les communistes de la troisième Internationale puis lors du second carnage impérialiste les gauches communistes italiennes et hollandaises. Entre les anciennes organisations ouvrières faillies et englobées dans la fange bourgeoise, et les organisations communistes, s'est dressé l'abîme qui délimite les deux armées en présence : bourgeoisie et prolétariat.

Aujourd'hui, alors que se multiplient en Afrique après le Moyen-Orient des guerres locales qui sont autant de pré-

Mais aujourd'hui encore, les ignominies subies par les prolétaires du Chili ou du Cambodge sont porteuses des mêmes enseignements cruciaux pour le mouvement ouvrier. Aujourd'hui encore, les prolétaires d'Afrique, passés du joug colonial au carcan de l'impérialisme sous la férule d'"Etats progressistes" font l'expérience quotidienne de l'accroissement de leur misère.

Le fait majeur qui se dégage de cette situation est que tous les pays sont également soumis aux lois du capitalisme, premier mode social de production dans l'histoire à avoir étendu sa domination à l'échelle mondiale, et aux étouffements qui rythment les insurmontables contradictions de sa décadence.

Les luttes ouvrières surgissant de tous les coins de la terre sont engendrées par ce caractère mondial de la crise qui paralyse le système et contraint chaque Etat, chaque bourgeoisie nationale, à renforcer ses mesures d'austérité. Les pays les plus faibles, à la périphérie du système, qui sont les plus mal placés et les plus dépendants pour mettre en valeur leur capital national dans la concurrence exacerbée du marché mondial, sont les plus touchés, là où le prolétariat ne peut que subir les pires atteintes de l'exploitation.

(suite p.2)

## PROGRAMME COMMUN ravalement de l'exploitation capitaliste

• Ce n'est déjà plus la fièvre, mais bien le début du mal parkinsonien qui secoue le corps politique bourgeois tout entier. L'actuelle frénésie, au plan mondial, des concertations au sommet, des conférences Nord-Sud à Paris, Est-Ouest à Belgrade, l'intense activité diplomatique, n'ont d'égal, au plan interne des pays, que l'emballage électoral et le défilé des plans de gouvernement. Partout, une chose est sûre : avec le développement de la crise, la "galérie" s'amuse de moins en moins des simagrées politiques. Pour la grande inquiétude de la bourgeoisie, c'est, au milieu du concert populaire de mécontentement, la classe ouvrière qui commence à faire entendre aux quatre coins du monde un grondement de menaçante augure.

En France, au même titre qu'ailleurs, le problème est de ne surtout pas laisser la scène vide ; la toile de fond montrant fâcheusement les lézardes de l'édifice capitaliste, ça pourrait donner de mauvaises idées. Barre et son plan n'ont donc pas plutôt évacué, que voilà la tripléte du Programme Commun qui hisse sur la sellette son propre projet de gouvernement.

En s'installant, avec l'air sérieux ae papes, à la table d'oeuvre de "l'actualisation", c'est tout d'abord rassurer leur bourgeoisie famille que veulent les partis de gauche. Préparant dans une telle application la relève de 1978, ils entendent protester de leur pleine responsabilité d'Etat ; sur quoi, du reste, tout l'effort considérable qu'ils ont entrepris en quelques mois, et surtout le PCF, pour homogénéiser à celles de l'ensemble de la bourgeoisie française et du bloc occidental leurs vues sur la défense de l'"Europe", donne assurément un gage non rejetable. Venant depuis l'autre aile pour confirmer, par quelque symétrie, l'unité fondamentale de la classe bourgeoise, la récente décision du gouvernement Barre d'une prise de participation chez Dassault arrive par ailleurs à point nommé pour replacer la problématique nationalisante de la gauche à l'intérieur du cadre historique du capitalisme sénescant, pour lequel le renforcement de l'emprise de l'Etat sur l'économie est nécessité

39-45, est le suivant : "Nous dénonçons notre propre impérialisme, donc nous sommes internationalistes". CQFD. Cet argument, nous le retrouvons aussi chez "Le Prolétaire", qui, à la différence des gauchistes de tout acabit, ne se trouve pas dans le camp bourgeois.

Toute l'histoire de ces 60 dernières années, et particulièrement la deuxième boucherie impérialiste, a montré justement que la simple dénonciation et lutte contre "son" propre capital national ne suffit pas à donner un label d'internationalisme. Si les révolutionnaires de tout temps ont lutté énergiquement contre leur bourgeoisie en appelant à la fraternisation avec les ouvriers de tous les pays, les organisations qui ont combattu à un moment donné leur bourgeoisie ne l'ont pas fait nécessairement par internationalisme. La deuxième guerre mondiale a montré que des fractions de la bourgeoisie pouvaient combattre l'orientation majoritaire de leur classe en politique extérieure et en appeler au défaitisme. Tel fut l'attitude de la droite pétainiste et doriotiste en 39 par rapport à l'im-

(suite p.2)

D'une façon générale, contrainte face au corps politique, de dresser une façade de cohésion pré-gouvernementale, la bande des trois du programme commun limitera le choc de ses différentes propositions "actualisantes" à un marchandage de seconde zone. CFP-Total "contrôlé" pour PSA-Peugeot-Citroën "nationalisé", telle ou telle autre politique d'étatisation du crédit, le minimum vieillisse porté à plus ou moins 1.200F, le SMIC haussé tout de suite ou plus tard à 2.200 F, planification démocratique. Le sens de toutes les tractations inscrites à l'ordre du jour des discussions apparaîtra moins dans leur issue que déjà dans leur tenue même et les termes du débat. Dans la plus ou moins forte insistance à radicaliser le programme de 1972 -ne serait-ce déjà qu'en raison du progrès accompli entre-temps par la crise- se vérifient d'un premier point de vue les bases objectives sur lesquelles s'est scellée et développée l'entente, en même temps qu'on peut y voir la répétition générale du partage des rôles dans le pouvoir de gauche après, ou peut-être avant mars 1978. L'attitude de sage modération du PS dans la négociation en cours, tant au plan des nationalisations qu'à celui du rythme d'application du programme commun, correspond à celle d'un parti devenu prépondérant et sur lequel repose principalement, avec l'aide du MCG, la tâche centrale de rallier demain les plus grandes fractions de la bourgeoisie à l'action gouvernementale. Au-delà du cadre français, son "atlantisme" de bon aloi constitue par ailleurs un garant non négligeable de la caution américaine au nouveau régime. Par opposition, l'attitude plus énergiquement "réformatrice" du PCF, qui pousse à la roue dans tous les secteurs du programme commun, répond à l'autre exigence capitaliste fondamentale pour un pouvoir de gauche, à savoir une capacité de mystifier la classe ouvrière en présentant la gauche comme le défenseur désigné de ses intérêts. De ce point de vue, un équilibrage du pouvoir est concevable, avec un PS jouant le rôle gouvernant principal et un PC à qui, grâce à son remarquable dispositif d'encadrement de la classe ouvrière, serait dévolue la tâche de lui faire avaler la pilule du programme commun.

Mais, plus l'échéance du pouvoir se concrétise pour la gauche, plus le poids de la crise politique bourgeoise a tendance à se reporter à plein sur les épaules de l'union. De ce nouveau point de vue, il faut alors comprendre le forcing du PCF, et, dans une semblable mesure, du CRES au sein du PS, comme un démarquage annonciateur des futures querelles qui, nécessairement, distendront les trois partenaires quand l'union devra gérer la misère capitaliste. Tout en se présentant aujourd'hui comme l'agent le plus décidé dans l'application du programme commun, notamment par son insistance sur le chiffrage, le PCF, de par sa position de parti dominant de l'union et qui ne détiendra pas de postes-clé dans le gouvernement, pourrait bien être déjà en train, là, de se ménager la possibilité de jouer après-demain un rôle d'opposition au sein, puis en dehors de l'union, et, par là même, de constituer, avec l'aide des gauchistes, un ultime rempart du capitalisme contre la combativité stimulée d'un prolétariat couché sur la paille sèche par le programme commun.

Tant que le programme commun servait surtout à impulser une dynamique électorale, la gauche pouvait s'offrir à bas prix le luxe de peindre pour les ouvriers les jours de son règne tout en rose. Placée à présent sur le marchepied du pouvoir, le capital la pénètre de toute sa raison. C'est plus naturellement le PS -on tient là l'autre sens de sa mesure négociatrice- qui l'exprime : "il faudra comprendre", dit Rocard, "la gauche réussira", mais "elle aura besoin de temps"; combien? "facilement cinq ans", concède l'énarque. "La nationalisation ne se fait pas en un jour" ratiocine-t-il. \*L'essentiel est que les ouvriers comprennent "qu'un nouveau type de rapports se crée et que les couches populaires, en France, ont un gouvernement qui les représente et qui les défend". Fine introduction à l'exploitation de demain, ravalée aux couleurs du "socialisme"! Le PCF pourra bien gauchir ces atermoiements et les gauchistes brandir en seconde main l'aiguillon, la classe ouvrière inscra dans sa chair l'amère leçon que "nationalisée", "autogérée" ou pas, l'économie capitaliste continuera de plus belle à déverser sur elle sa corne d'indigence. Sous les matraques des CRS et des syndicats le prolétariat recevra de la gauche la note à payer de l'impérialisme bourgeoise et du désordre politique qui en découle forcément.

Mx

# TUEURS A GAGES D'AUJOUR'HUI OU TUEURS PATENTES DE LA GAUCHE DEMAIN

• Quelques jours même avant que le commando aux ordres d'un des secteurs les plus anachroniques du capital français ne vienne attaquer le piquet de grève mis en place aux Verreries Mécaniques Champenoises de Reims et tire à coups de fusil pour abattre l'ouvrier P. Maître, c'est très légalement la police de l'Etat démocratique qui, armée jusqu'aux dents, avait donné la charge. Avec un courage et une farouche détermination à maintenir l'usine occupée, les travailleurs, s'aidant de pavés et de boulons, avaient repoussé cette première bande armée de l'appareil d'Etat. Ensuite devait intervenir une deuxième phalange, extra-légale, celle-là : la CFT.

Alors, pour se blanchir, le capital et ses fonctionnaires rejettent l'entière responsabilité de la répression sur la tête de misérables boucs émissaires. L'Etat met en branle son propre appareil judiciaire pour punir les "coupables" et pour faire bonne mesure, n'hésite pas à condamner la violence. Ainsi, il se dédouble et tente d'apparaître comme l'arbitre tout à fait neutre des conflits qui déchirent la société.

Dans la guerre de classe, à certains moments, la bourgeoisie peut agir à visage découvert, comme elle peut réagir en d'autres circonstances en sous-main. Cette fois, la bourgeoisie a fait usage des deux méthodes. C'est elle, et personne d'autre, qui a armé le bras de l'assassin, qui lui a donné l'ordre de tuer des ouvriers sans défense.

En réponse au durcissement de la lutte du prolétariat, menacée d'un effondrement total, la classe dominante double et triple ses effectifs de police ; lève une soldatesque pléthorique ; recrute des mercenaires supplétifs et, à toute cette lie de la société, elle inculque la haine aveugle du prolétariat et le maniement scientifique des armes d'extermination. Aussi, chaque fois que les exploités se mettent en mouvement et s'orientent vers la lutte, cet ordre se démasque dans toute son horreur. A toute nouvelle vague de lutte, le monstre capitaliste répond par des atrocités toujours plus épouvantables, accumulant sur son sanglant passage des monceaux de cadavres.

Lorsqu'il s'agit de la plus élémentaire défense des travailleurs contre les licenciements, les conditions de travail et la réduction des salaires réels, le "grand parti des travailleurs et des démocrates", à ceux-là mêmes qui es-suiet le feu de la police ou des tueurs à gages, les engagera à ne pas riposter et à reprendre le collier dans l'attente que la Justice suive son cours et triomphe. A Reims, la municipalité "communiste" votera un secours exceptionnel pour la veuve tandis que la CGT poussera à la reprise du travail considérant QUE TOUT EST BIEN QUI FINIT BIEN. Voilà comment on paralyse les mains de la classe ouvrière et comment on l'entraîne judicieusement sur le terrain des institutions démocratiques d'où sort, pour se répandre à gros bouillons,

la violence contre-révolutionnaire.

De la part de ce parti et de sa courroie de transmission la dénonciation de la violence patronale n'est que pure mystification. La violence, il l'absout et sait s'en servir plus implacablement que quiconque quand il se trouve lui-même au timon de la machine d'Etat pour faire régner l'ordre et la discipline capitalistes. Des preuves ? 37 en Espagne, 47 en Italie et en France. Depuis 27 en Russie. A partir de la victoire sur le fascisme jusqu'à ce jour dans les pays de l'Est et la Chine. Depuis trois lustres à Cuba. Comparée à la CGT, la CFT est à la répression anti-ouvrière ce que l'artisan est à la grande industrie moderne.

Pour ne pas être une monumentale supercherie démocratique supplémentaire, la lutte contre la répression doit sortir du cadre de la lutte pour le respect de la constitution républicaine. Elle ne peut se confondre avec celle des partis bourgeois de rechange -qui, aujourd'hui poussent les hauts cris contre la fascisation de l'Etat- parce qu'elle devra les affronter sans faiblesse sur le terrain de la violence au moment de la conquête révolutionnaire du pouvoir politique. Le prolétariat ne se battra pas pour mettre hors la loi la seule CFT et restaurer une soi-disant démocratie que la bourgeoisie aurait reniée II montera en ligne pour l'instauration de sa propre dictature.

R. C.

## IMPERIALISME (suite de la p.1)

périalisme allemand. Les stalinien, qui ressortaient pour l'occasion dans leur "Cahiers du bolchevisme" des citations de Lénine et Liebknecht préconisaient le "défaitisme révolutionnaire". Pour soutenir l'autre camp impérialiste. Pas plus qu'il ne s'agissait d'internationalisme prolétarien, il ne s'agissait d'un quelconque "internationalisme bourgeois". Toutes ces fractions ne faisaient que défendre leur capital national, mais dans le camp opposé. L'évolution du capitalisme pourrissant a en effet conduit au partage du monde en deux grands blocs impérialistes dominant tous les autres. Alors que la guerre impérialiste signifie le déplacement du front capitaliste et un nouveau repartage des zones d'influence et de domination des blocs, chaque capital national secrète nécessairement des partis spécifiques représentant les intérêts de l'autre bloc dans lequel pourrait se perpétuer la défense de ses intérêts propres. Le prétendu "internationalisme" de ces partis (PC, trotskystes) est la défense de leur patrie sous un autre bloc rival du leur.

Alors que l'impérialisme est une politique à laquelle ne saurait se soustraire aucune nation capitaliste et aucun mouvement de libération nationale, le soutien apporté à "l'ennemi" (sur le terrain capitaliste) de "son" propre capital national loin d'être une forme quelconque d'internationalisme, est la négation la plus pernicieuse et donc la plus absolue du véritable internationalisme prolétarien. Comme l'ont montré les révolutionnaires depuis 60 ans, de Lénine à la gauche communiste internationale, est internationaliste celui qui lutte non seulement contre "sa" propre bourgeoisie mais contre toutes les bourgeoisies, pour le renversement du capitalisme dans tous les pays, petits ou grands, "opprimés" ou "opresseurs". Pas plus que le prolétariat n'a une patrie à défendre, il n'a une patrie à détruire, car il est l'ennemi mortel de toutes les patries, de toutes les nations sans distinction.

A travers le conflit du Zaïre, et après bien d'autres guerres impérialistes dans le soutien desquels ils ont essayé d'entraîner les ouvriers, les gauchistes ont montré une fois encore leur nature capitaliste, qui en soutenant, comme les maoïstes, les impérialismes français et chinois, qui, comme les trotskystes, en soutenant l'impérialisme russe par gendarmes katangais interposés. Quant au PCI, cet éternel soutien des "peuples de couleur" qui, lorsqu'il s'agit du "tiers-monde", se met à préconiser: la lutte de race au lieu de la lutte de classe, il n'est point étonnant qu'il se soit une fois de plus fourvoyé en si bonne compagnie. Et comme toujours,

c'est au nom de l'internationalisme que l'on justifie la trahison du véritable internationalisme. Alors que les événements d'Afrique montrent avec éclat que les luttes de libération nationale sont plus que jamais le moment sanglant de la lutte à mort entre les deux blocs pour le repartage de leurs zones d'influence, le PC international continue à soutenir de tels carnages qu'il baptise pudiquement "mouvements des masses opprimées". Aujourd'hui un tel soutien ne signifie rien moins qu'emboucher les trompettes de la mobilisation du prolétariat mondial pour une troisième guerre impérialiste mondiale. Reprocher comme il le fait dans le "Prolétaire" l'absence de soutien du prolétariat français aux "peuples" sahraoui ou zaïrois, et faire battage sur la "solidarité de classe" avec ces derniers ne signifie rien d'autre que regretter le manque de chaleur du prolétariat à se mobiliser pour la guerre impérialiste. Là où les bordiguistes voient un manque d'internationalisme chez les ouvriers, les révolutionnaires y décèlent les potentialités de lutte de classe que le capitalisme n'est pas arrivé à briser malgré ses efforts de préparation idéologique pour un troisième conflit impérialiste généralisé. Grèves de masse des ouvriers au Sénégal, grèves des ouvriers de Luanda contre le MPLA "progressif", voilà la vraie réponse internationaliste du prolétariat aux préparatifs de guerre du capital mondial!

Une place à part doit être faite au "Bolchevik" dont nous avons critiqué les positions dans le précédent numéro de ce journal. Dans son numéro 15, il affirme sans ambiguïté que les "ouvriers n'ont pas de patrie", terminant un article par un vibrant "à bas les gouvernements et les classes bourgeoises de tous les pays". On ne peut que saluer de tels mots d'ordre indiscutablement internationalistes. Mais que penser de ces internationalistes qui, dans un autre article du même numéro, se mettent cette fois à chanter les vertus du nationalisme, en saluant le "peuple sahraoui" qui mène une "juste guerre" nationale de défense de la patrie ? Sinon qu'ils agissent comme des nationalistes à rebours, qui se cherchent une "vraie patrie" à défendre. La défense de la "petite patrie" contre la "grande patrie", voici les leçons d'internationalisme que l'on veut donner aux ouvriers. On ne peut être internationaliste à demi et commencer à établir une liste de cas particuliers. Soutenir la bourgeoisie sahraoui -qu'on l'appelle "peuple" ou autrement- revient à rien moins que soutenir, même si on présente ce soutien comme un cas particulier, la bourgeoisie mondiale à travers l'une de ses fractions.

Il est vrai que tout cela est justifié par l'argument qu'un tel soutien est

"un affaiblissement de "notre" bourgeoisie impérialiste et oppressive dont nous nous félicitons". Cette justification de la défense des petites nations contre les grandes, tirée directement de Lénine, non seulement se place sur un terrain purement national des affrontements entre bourgeoisies, mais elle est une invitation directe à soutenir sa bourgeoisie quand elle se trouve plus faible dans le champ d'affrontement inter-impérialiste. C'est avec de tels sophismes, rappelons-le, que les socialistes belges en 14 ont trahi l'internationalisme, alors que la plus grande gloire des socialistes serbes fut de refuser de soutenir leur "petite nation" et d'en appeler à la fraternisation de tous les ouvriers des grandes comme des petites nations. En vérité, l'enfer capitaliste est pavé de bonnes intentions et c'est avec ces mêmes bonnes intentions que les trotskystes ont passé dans le camp bourgeois en 39-45 avec leur, "défense de l'URSS" menacée par l'impérialisme allemand plus fort.

La révolution russe a montré clairement que la véritable lutte révolutionnaire du prolétariat n'était pas nationale et simplement dirigée contre "sa" propre bourgeoisie, mais contre l'ensemble du capitalisme mondial. Le prolétariat russe devait lutter moins contre "sa" propre bourgeoisie que contre la coalition de toutes les bourgeoisies liguées contre le régime des soviets. Transformer la guerre impérialiste en guerre de classe mondiale, transformer la lutte de classe dans un pays en une lutte du prolétariat dans tous les pays contre chaque fraction du capital mondial, voilà le véritable contenu de l'internationalisme. C'est cet internationalisme-ci que doit concrétiser le prolétariat, tant des métropoles impérialistes que dans le "tiers-monde" secoué par les convulsions des guerres locales, s'il vaut briser la machine de guerre du capital mondial.

C.H.

**LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE**

LA REVUE INTERNATIONALE, PUBLICATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE DU CCI, EST LE COMPLEMENT DE REVOLUTION INTERNATIONALE. SON BUT EST DE CONTRIBUER A L'APPROFONDISSEMENT DES POSITIONS DU PROLETARIAT.

## LE GAUCHISME: ou comment tenter de stériliser le mécontentement

• 24 mai, dernière en date des manifestations organisées par les syndicats. Et, chose particulièrement remarquable, manifestation unitaire, groupant toutes les grandes centrales, ce qui ne fait que renforcer l'unité de la bourgeoisie. Depuis 1968, cela ne s'était jamais vu... Bien sûr, c'était chacun derrière sa bannière, chacun accroché au radeau de ses mots d'ordre, chacun regardant son voisin en ennemi potentiel et probable. Mais quand même !... Cette journée rituelle a trouvé ses célébrants : les gauchistes, qui pourraient faire figure de sempiternels amuseurs, s'ils n'étaient si habilement efficaces pour réduire la lutte de classe, la mutiler de toute force vive.

Écoutons les :

"La démonstration a été faite, bien que de manière limitée et mesurée, de la puissance formidable que représente la classe ouvrière ! que les travailleurs le décident, et plus rien ne marche dans le pays!..." (LO 28/5), ou encore : "Si ces gens-là (CGT, CFTD, FEN) ont dû accepter de faire du 24 une grève effectivement générale, c'est qu'ils y ont été bel et bien forcés par la colère, la révolte, la combativité des travailleurs..." (Etincelle, 19/5).

C'est vrai qu'il y a colère, révolte et mécontentement de la classe, c'est vrai que cette journée a été organisée à partir de cette combativité, comme il est vrai qu'il y a là l'expression d'une force réelle plus ou moins latente. Mais cette manifestation, loin d'être une "démonstration de puissance" d'un corps libre, possesseur de sa volonté et de sa décision, n'est que le résultat de toutes les contraintes exercées par le plus pernicieux des agents de l'Etat bourgeois, les syndicats, le triste produit des manoeuvres menées pour briser cette force ; non directement, comme le feraient des partis s'avouant de la bourgeoisie, mais de façon détournée, en s'appropriant d'abord le langage et les désirs de celui qu'on veut contraindre. Et c'est là le sale rôle des gauchistes, radicalisant leur discours, dénonçant la politique syndicale de négociations et de morcellement des luttes (LO), stigmatisant les "réformistes" qui, disent-ils, "feront tout pour, ce 24 mai, masquer les aspirations profondes des travailleurs, ou plutôt les canaliser une fois de plus vers leur propre stratégie électoraliste".

Voilà de bonnes paroles au ton "révolutionnaire". Mais quelles perspectives, quelle dynamique recouvrent-elles? Celle qui veut faire croire au prolétariat que c'est là sa voie, que c'est là l'expression de sa conscience de classe, que ces grèves bien ordonnées sont le but ou, si l'on pousse le radicalisme à l'extrême, disant comme LO, qu'il peut aller jusqu'à l'extension de la grève générale. Ou mieux... ou pire, pour saluer comme actes révolutionnaires, ceux des "travailleurs (qui) remettent profondément en cause le système pourri, exprimant leur volonté d'en finir avec ce régime... dans leurs chansons, leurs défilés, comme en faisant des confettis avec les chiffons de papier patronaux" (Etincelle, 19/5).

Il y aurait là de quoi rire, mais les bouffons cachent toujours une réalité sordide et l'enjeu est trop grave. C'est en fait la pire des tentatives pour désamorcer ce renouveau du prolétariat, en le canalisant, l'enfermant dans ce qui fait son actuelle impuissance, le repliant sur ses propres faiblesses, ne lui offrant comme issue possible que la seule venue de la gauche à laquelle, eux, les gauchistes, accordent un soutien soi-disant "critique", lui reconnaissant la possession de "grands partis ouvriers" tout en déplorant que ceux-ci absents ce jour-là, ne soient "pas prêts à prendre leur place dans cette épreuve de force".

Ce n'est pas nouveau. Les gauchistes se sont déjà illustrés comme saboteurs de la lutte de classe, au Portugal, par exemple.

Ce n'est pas seulement contre les fractions officielles de la bourgeoisie de droite ou bientôt de gauche que la classe ouvrière devra lutter mais il lui faudra aussi se garder de la dangereuse séduction que déploie de plus en plus les gauchistes comme antidote au développement de la lutte de classe, les rejeter et les affronter.

## ISRAËL : DANS LE BOURBIER DE LA CRISE POLITIQUE

• En portant au pouvoir la coalition de droite du Likoud, les dernières élections législatives en Israël ont montré la faiblesse de la bourgeoisie locale, expression de la faiblesse du capital national israélien.

Si les élections sont une arme de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, elles n'en représentent pas moins pour la classe dominante une part d'impondérable qui, comme dans le cas d'Israël, ou, il y a quelques mois, de la Suède, amène à la tête de l'Etat des fractions de la bourgeoisie peu adéquates à la gestion, au mieux de ses intérêts, du capital national.

Les travaillistes, par leur défaite payent le prix d'un règne sans partage sur les destinées du capital israélien depuis son origine. Usés par 29 ans de pouvoir, ébranlés par de nombreux scandales politico-financiers, ils subissent aujourd'hui le contre-coup du mécontentement social grandissant provoqué par une inflation galopante et un chômage croissant.

Le Likoud a d'autre part profité d'un profond mécontentement nationaliste des israéliens qui ne voyaient jamais leurs victoires militaires successives se concrétiser dans le second round de l'arène diplomatique internationale. Au travers de son chauvinisme hystérique, la coalition de Menahem Begin a récolté les fruits de la mystification nationaliste que l'ensemble de la bourgeoisie a fait peser sur les travailleurs en Israël.

La venue de la droite au pouvoir représente pour la bourgeoisie israélienne un enlèvement encore plus profond dans sa crise politique, en effet le futur gouvernement qui devra reposer sur le Likoud, se révèle bien incapable de faire face aux problèmes qui l'attendent aussi bien au niveau de la situation internationale qu'au niveau de la situation intérieure.

La défense virulente de l'impérialisme israélien par le Likoud qui déclare dans son programme : "entre la mer et le Jourdain, la souveraineté sera exclusivement israélienne", constitue une épine pour l'impérialisme américain, qui, pour

stabiliser ses positions au Moyen-Orient, doit parvenir à un règlement de paix entre arabes et israéliens.

Même si, le capital national israélien étroitement dépendant du bloc occidental n'a d'autres solutions que de se plier aux intérêts de son tuteur américain, les déclarations et les initiatives intempestives de Monsieur Begin risquent de provoquer un regain de tension dans cette région du monde qui ne peut profiter qu'à l'impérialisme russe rival.

Bien que Sadate déclare que "Monsieur Begin n'est pas tellement différent de Monsieur Rabin", sa récente visite à Moscou après le dégel des relations égypto-soviétiques constitue déjà un avertissement pour les américains, qui devront intensifier leurs pressions sur Israël comme leur demande le prince saoudien Fahd en affirmant que "les bouleversements intervenus sur la scène politique israélienne concernent au premier chef les Etats-Unis" et que "s'ils désirent sérieusement la paix, ils devront s'arranger avec leurs amis éternels".

Cependant comme le note un responsable égyptien "une équipe nationaliste pourra peut-être plus facilement que les travaillistes faire accepter aux israéliens l'évacuation des territoires arabes occupés en 67, comme le général De Gaulle fit admettre aux français l'indépendance de l'Algérie".

Sur le plan intérieur, le Likoud pulsé au pouvoir par une vague de mécontentement est bien peu apte à concrétiser les espoirs placés en lui. Représentant les secteurs les plus anachroniques de la bourgeoisie israélienne, son programme se révèle absolument inadéquat pour faire face à la crise économique qui s'approfondit.

Le général Weizman, numéro deux du Likoud, déclare ainsi : "La principale cause de l'inflation... est l'emprise de l'Etat sur l'économie" et donc "il faudra dénationaliser certaines industries". Un tel programme, en supposant à la tendance au capitalisme d'Etat, ne peut que relancer et accentuer les effets de la crise sur le capital israélien déjà mis bien à mal par les 60 % du budget qui sont consacrés à l'armement.

### CUBA

## LES TRIBULATIONS DU CAPITALISME A LA CUBAINE

• "J'ai dit de façon claire et définitive que nous ne sommes pas des communistes... Les portes sont ouvertes aux investissements privés, qui contribuent au développement de l'industrie à Cuba. Il est absolument impossible que nous fassions des progrès si nous ne nous entendons pas avec les Etats-Unis." Voilà ce que déclarait sans ambiguïté Fidel Castro le 17 avril 1959, peu après le triomphe de sa "révolution", ce même homme qui va dix sept ans plus tard envoyer un corps expéditionnaire en Angola au nom de "l'Internationnalisme prolétarien".

Pour comprendre cette évolution il faut remonter à la fin des années 50. Cuba était alors un pays entièrement dominé par les intérêts américains. La monoculture de la canne à sucre et le tourisme étaient quasiment ses seules ressources. Un dictateur particulièrement impopulaire régnait sur l'île. Contre lui va se dresser un large mouvement populaire dirigé au nom de la démocratie par des intellectuels et des étudiants, qui créent le mouvement du 26 juillet. Après l'échec de la tentative de renversement direct de Batista par l'attaque de la caserne de la Moncada dirigée par Castro, ils vont utiliser la tactique de la guérilla. Ils promettent aux petits paysans une redistribution des terres des latifundias pour s'assurer de leur appui. Le régime de Batista n'offrit guère de résistance et les guérilleros prirent le pouvoir. Dès qu'ils voulurent mettre en place la timide réforme agraire promise aux paysans en échange de leur aide, ils se heurtèrent aux intérêts américains. Des compagnies comme l'United Fruit possédaient d'importantes et rentables exploitations qu'ils ne tenaient pas à perdre. Malgré les possibilités d'indemnisation, ce fut le début de la détérioration des rapports avec les USA. Les malades américaines, du chantage intransigeant aux menaces de repré-

sailles vont repousser Cuba dans les bras de la puissance rivale, l'URSS, qui ne demandait que cela. Les propositions alléchantes de l'URSS amènent Castro à conclure un accord avec celle-ci pour l'importation de pétrole, permettant de satisfaire aux besoins du capital national cubain en diversifiant ses exportations et ses approvisionnements. Tous les biens américains furent bientôt nationalisés.

Castro va alors utiliser un vocabulaire "marxiste" et sa prise de pouvoir sera qualifiée de "révolution socialiste". Ce brusque revirement, loin de faire réfléchir sur la réalité des prétendues "luttres de libération nationale" au milieu des rivalités inter-impérialistes pour le partage du monde en zones d'influence, va susciter un engouement hystérique chez tous les gauchistes intellectuels tiers-mondistes pour le "socialisme à la cubaine". Leur enthousiasme ne tardera pas à décroître sitôt que quelques intellectuels se retrouveront en prison (affaire Padilla). Le mythe de "l'homme nouveau" s'effondre vite, sa réalisation par le travail (c'est à dire l'intensification de l'exploitation) n'apparaît pas une idée si neuve que cela. Mais l'heure n'est plus aux griseries romantiques devant l'épopée d'opérette des "barbudos" guérilléristes. Cuba se retrouve confronté aux pires difficultés : l'aide russe est loin de compenser la perte des débouchés sur le marché américain et le manque de devises convertibles va créer une pénurie que Cuba n'arrivera jamais à combler. Castro va se lancer dans une politique de nationalisation à outrance des moyens de production (record mondial en la matière), pour essayer de rationaliser l'économie et de supprimer le marché noir dû en fait à la pénurie. Contre le manque d'enthousiasme des ouvriers à travailler pour un salaire de famine, il va instaurer des cartes de travail et des décrets contre la pares-

Si toutes les fractions de la bourgeoisie sont d'accord sur le fait qu'il faut demander encore plus de sacrifices à la classe ouvrière afin de défendre l'économie nationale sur le marché mondial, car les seules perspectives qui s'offrent au capital israélien, c'est l'austérité de plus en plus sévère et une marche accélérée vers l'économie de guerre, la fraction que l'Etat hébreu a mis à sa tête semble bien peu appropriée à faire accepter ces mesures.

Lorsqu'un leader du DASH déclare : "Nos travailleurs sont atteints d'une maladie occidentale : la paresse, ils veulent travailler moins et gagner davantage, mais il s'agit là d'un luxe que nous ne pouvons pas nous payer"; lorsque le Likoud, le DASH et le Mafdal (parti religieux) prônent la suppression du droit de grève "dans les secteurs essentiels de l'économie" par le biais d'une loi instituant l'arbitrage obligatoire de l'Etat, ils ne font qu'exprimer la faiblesse de la nouvelle fraction dirigeante de la bourgeoisie israélienne. Face à un prolétariat de plus en plus combatif comme l'ont montré les grèves qui se sont succédées jusqu'à la veille des élections, l'incapacité de la droite à encadrer la classe ouvrière laisse présager une intensification de la crise sociale.

Dans cette situation, le prolétariat devra se souvenir que le parti travailliste, qu'il soit au gouvernement ou dans l'opposition reste toujours leur ennemi de classe et que si celui-ci radicalise son langage dans une cure d'opposition, ce sera pour mieux le combattre demain. Il doit comprendre que, de la droite à la gauche, si la bourgeoisie lui tend la perche du nationalisme, c'est pour mieux le noyer dans la défense de l'intérêt national.

Face à l'hystérie chauvine de toutes les fractions de la bourgeoisie israélienne, les travailleurs ne peuvent que continuer dans le chemin qui est le leur : la lutte de classe intransigeante car ils n'ont pas d'intérêt national à défendre, car l'ennemi est aussi dans leur propre pays, c'est leur ennemi de classe : la bourgeoisie.

A.C.

se. D'un autre côté, l'URSS doit rentabiliser ses investissements, mais Cuba n'a pas grand-chose à exporter, comme tout pays sous-développé, sinon sa "chair à canon". Castro peut qualifier l'envoi de mercenaires en Angola de "pure manifestation de l'internationalisme prolétarien", il n'y a là aucune différence avec l'intervention de l'Afrique du Sud pour le compte des intérêts américains, sinon le langage pseudo-révolutionnaire. Un corps expéditionnaire est très coûteux à entretenir, même si le transport et les armes sont fournis par l'URSS, c'est une charge très lourde pour Cuba qui ne peut qu'accroître la misère de ce pays. Il lui faut essayer de monnayer son intervention au plus haut prix. En même temps, face à la crise, l'Etat soviétique n'est plus en mesure de concrétiser à un niveau économique son appui militaire. C'est pourquoi nous assistons aujourd'hui à une intense activité diplomatique entre Washington et La Havane. Sous divers prétextes : extension des zones de pêche, envoi de délégations sportives ou scientifiques, un rapprochement semble s'amorcer, qui se concrétise aujourd'hui par un échange de diplomates et de devises. Est-ce à dire que Cuba s'apprêterait à changer de bloc? Il est plus probable que pour le moment c'est un moyen pour Castro d'obtenir des crédits avantageux de l'URSS, un accroissement de l'aide matérielle indispensable pour maintenir un peu de crédibilité à un régime de moins en moins populaire. Si la Russie n'offre pas de compensation suffisante, il est possible qu'à terme Cuba retourne dans le camp américain.

Les gauchistes et les stalinien qui ont vu le passage de Cuba dans le bloc de l'Est comme un passage au socialisme veraient-ils un éventuel retour de La Havane dans le giron américain comme un abandon de ce socialisme?

G.

# A PROPOS DES «GROUPES OUVRIERS»

Nous publions à la suite un texte du "Groupe Autonome Ouvrier de Clermont-Ferrand" touchant un des problèmes importants soulevés par le processus actuel de prise de conscience du prolétariat : la signification et la fonction des groupes et cercles ouvriers de discussion. Par manque de place nous ne pouvons donner ici que des extraits - ceux que nous pensons les plus significatifs - de ce document.

Us lecteurs intéressés pourront en trouver l'intégralité dans "Jeune Taupe!" n°15 (1). Mais contrairement à cette revue qui le publie sans commentaires, nous estimons nécessaire de faire suivre ce texte d'un certain nombre de remarques en particulier pour critiquer certaines confusions qui s'y manifestent et contribuer à la clarification des questions qu'il soulève. Nous estimons en effet que le rôle de l'organisation des révolutionnaires ne saurait se limiter à celui d'un bureau d'édition des différents documents écrits par des ouvriers - une offset au service de la classe, en quelque sorte - mais bien d'intervenir activement dans le processus de développement de la conscience du prolétariat par des analyses et des prises de position sur l'ensemble des problèmes auxquels il est confronté.

## PLATEFORME MINIMUM POUR L'AUTONOMIE OUVRIERE

L'expérience de nos luttes trahies, de nos échecs, des grèves éclatant en dehors des syndicats ou contre eux, font que des ouvriers prennent conscience du rôle contre-révolutionnaire des syndicats, les font se regrouper en noyaux autonomes.

Pourquoi nous dressons-nous contre des organisations que la classe ouvrière s'est données, il y a un siècle, au prix de luttes acharnées ?

Avons nous perdu le fil de l'histoire, ou est-ce simplement que ce qui était valable il y a cent ans ne l'est plus aujourd'hui ?

(...) Si les syndicats trahissent nos luttes, c'est parce qu'ils sont réformistes et non à cause de leurs chefs ; il ne peut plus y avoir de bons chefs avec des organisations réformistes qui ne peuvent plus servir nos luttes.

(...) En effet, pour qu'une organisation soit véritablement démocratique, il faut que tous ses membres soient intégrés à son activité. Si le désintéressement gagne l'ensemble, il n'y a plus de possibilité de véritable collaboration, de véritable démocratie. Ceux des membres qui continueraient à s'agiter pour maintenir un semblant de vie, ne peuvent que devenir des CHEFS BUREAUCRATES d'une masse plongée dans l'indifférence. Or les syndicats sont, par définition, des organisations de masse et permanentes. Les syndicats existent aussi bien au moment des luttes qu'au moment des replis. Aussi, dès qu'il y a reprise de la lutte, les ouvriers trouvent en face d'eux une organisation hiérarchisée qui tend à faire des ouvriers des exécutants passifs de la direction syndicale. C'est pour cela que nous sommes d'accord avec les camarades qui opposent aux syndicats la démocratie directe (...). De plus, cette démocratie ne peut exister que quand tout le monde est intéressé, au moment des luttes.

Enfin, les syndicats servent de courroie de transmission aux partis de gauche et aux gauchistes. Le programme de ces organisations est réformiste à l'instar des syndicats. C'est un programme pour nous mystifier. Il propage l'idée que la crise économique n'est qu'une affaire de mauvaise gestion, que le socialisme n'est que quelques nationalisations plus ou moins autogérées.

C'est pourquoi, devant la crise mondiale grandissante, devant la décomposition des appareils d'Etat, le capitalisme appelle de plus en plus la gauche au pouvoir pour gérer son système pourrissant.

(...) Pour lutter contre l'autonomie du prolétariat, la gauche a deux armes : l'électoratisme et le modernisme!

(...) Chaque élection lui permet de mettre les ouvriers au pas, de casser les grèves sous prétexte que les élections se déroulent dans un climat de sérénité. Surtout les élections permettent à la gauche de détourner le prolétariat de ses tâches essentielles, son autonomie et son auto-organisation, en le faisant participer à un jeu de dupes monté par la bourgeoisie et qui ne sert qu'à isoler l'ouvrier de sa classe. Notre seule force est celle que nous donne la lutte collective.

(...) Le modernisme permet à la vieille gauche, grâce à la complicité volontaire de tous les gauchistes, de faire peau neuve... Les idéologues modernistes, l'autogestion, les groupes spécifiques, les comités non violents, le régionalisme, l'écologie, etc... donnent à la gauche un air dans le vent, révolutionnaire... Mais ces idéologies permettent surtout à la gauche de lutter contre l'autonomie du prolétariat en créant des divisions, en noyant la classe ouvrière dans des catégories qui ne sont que l'image de la société capitaliste.

La gauche et ses courroies de transmission, syndicats, étant devenus des appareils intégrés à l'Etat capitaliste, notre lutte ne pourra se développer qu'en dehors et contre eux.

(...) L'expérience des plus grandes luttes du prolétariat en dehors des syndicats a montré que la forme d'organisation est celle des comités d'usine ou de comités de grève élus et révocables... Toutes les décisions concernant la marche de la lutte sont prises par les assemblées d'ouvriers... Les tâches de coordination sont assurées par un comité de grève ou comité d'usine, formé de délégués élus en assemblées et responsables à tout moment devant elles... Cette forme d'organisation particulièrement simple est en effet la seule qui permet la véritable participation de tous les ouvriers au combat. Elle fait de celui-ci l'affaire propre des ouvriers, et non plus celle des centrales syndicales. Elle permet l'unité et la cohérence effectives que les divisions syndicales empêchent.

(...) Ces comités d'usine ou de grève ne correspondent pas seulement à un souci de démocratie. Ils sont déjà en eux-mêmes une préfiguration des Conseils Ouvriers, organisation que se donne la classe ouvrière pour prendre définitivement le pouvoir.

(...) Aujourd'hui, il est fondamental que la forme d'organisation des luttes prenne les traits essentiels des organisations pour la prise totale du pouvoir, et seule une telle organisation peut donner un sens et une issue à nos luttes...

Cependant le processus qui mène à ces formes de lutte va se heurter à une série d'obstacles qui tendent à maintenir le mouvement de la classe ouvrière sous le contrôle des organisations syndicales... Il y a d'abord "l'habitude"... Depuis des années, la classe ouvrière, bercée dans le mythe des syndicats, "organisations représentatives des intérêts ouvriers", laisse la conduite de la lutte et son organisation aux mains des centrales syndicales et de leurs bonzes. Aussi l'idée de s'organiser sans eux semble souvent une chose irréalisable...

Cette habitude dans les grèves sauvages d'atelier, là où l'influence syndicale est moins forte, commence à être brisée. Elle sera de plus en plus brisée que sera plus fort le besoin de la lutte.

(...) Il est fondamental que le groupe autonome ouvrier répande l'idée de ces formes nouvelles de lutte, que les expériences des grèves sauvages des ouvriers italiens, anglais, marocains, espagnols, de toute la classe ouvrière, soient connues de tous, que l'on sache qu'il existe des formes de lutte et d'organisation autres que les syndicats et qu'elles se développent partout dans le monde.

S'opposer aux syndicats apparaît à certains ouvriers comme "s'isoler du mouvement général". Il est indispensable de montrer que ce sont les syndicats qui s'isolent et vont s'isoler de plus en plus des véritables luttes du mouvement ouvrier... D'autres facteurs empêchent certains ouvriers de dépasser le cadre syndical au moment de la lutte: ainsi le besoin de coordination avec d'autres usines en lutte ou le fait que les patrons n'acceptent de discuter qu'avec les délégués syndicaux... les centrales syndicales étant normalement le seul lien existant entre les ouvriers de différentes entreprises, la rupture avec elles peut faire craindre l'isolement de la lutte. En fait, l'expérience a montré que les syndicats utilisent systématiquement leur pouvoir pour isoler et diviser les luttes

La tactique qui consiste à annoncer fussement dans une usine en grève que les autres ont repris afin de faire cesser la grève est devenue classique. Il est donc fondamental que le groupe autonome ouvrier développe tous les liens possibles avec d'autres groupes autonomes ou comités d'usine et assure le jour de la lutte des liaisons.

Quant au problème que le patron n'accepte de discuter qu'avec les syndicats, seules la combativité et la détermina-

tion des ouvriers peuvent le résoudre : par l'épreuve de force seulement les ouvriers peuvent imposer leurs propres délégués et donc leur propre volonté.

(...) Si le groupe autonome ouvrier est composé d'ouvriers participant à la prise de conscience de la classe, nous ne sommes pas la conscience ni le noyau dirigeant. Nous ne sommes pas le noyau des futurs conseils ouvriers, ni l'embryon d'un futur parti. Nous n'avons pas à inventer des revendications pour les luttes.

Notre raison d'être dans toutes les luttes est celle d'un pôle de discussion, de réflexion, pour aborder nos problèmes d'un point de vue d'ensemble, non localement mais globalement, pour mieux connaître les idées motrices qui animent le mouvement de la classe, pour mieux savoir qui sont nos ennemis, qui sont nos amis. Nous sommes des ouvriers militant pour l'organisation autonome des ouvriers, et non des instruments de quelque parti ou tendance politique. Nous regroupons des ouvriers de différentes tendances politiques ou d'aucune tendance ou groupe précis pourvu qu'ils soient d'accord sur la nécessité de développer les formes d'organisation et de lutte autonome des ouvriers.

(...) Le groupe autonome ouvrier est une avant-garde. C'est la cristallisation et la manifestation d'un processus de prise de conscience qui s'opère dans la classe. Nous militons pour l'auto-organisation de la classe, donc nous serons amenés à l'auto-dissolution dès qu'apparaîtra l'organisation autonome de la classe que nous, ouvriers, nous nous donnerons. Nous militons comme ouvriers, éléments de la classe ouvrière, et non comme un groupuscule ou pseudo-avant-garde éclairée.

Nous sommes une avant-garde mais pas, à l'instar des léninistes, une avant-garde éclairée permanente apportant de l'extérieur la conscience, encadrant les ouvriers...

Le groupe autonome ouvrier est composé d'ouvriers révolutionnaires mais nous ne sommes révolutionnaires que si nous sommes conscients de nos responsabilités et que nous les réalisons effectivement.

En plus d'être des révolutionnaires participant activement et résolument dans la lutte constante de la classe à son auto-organisation, à la solidarité révolutionnaire, nous avons pour tâche essentielle d'œuvrer pour la conscience théorique de la classe et dans la classe, car l'autonomie de la classe est avant tout l'autonomie politique...

(...) C'est pourquoi nous devons... nous réapproprier les acquis des luttes du passé, regrouper nos forces à l'échelle de la classe ouvrière, c'est à dire mondiale, mettre au centre de nos préoccupations la crise du capitalisme et ses conséquences pour l'ensemble des ouvriers, la dictature révolutionnaire du prolétariat, l'internationalisme, la violence révolutionnaire, la période de transition.

Le groupe ouvrier autonome de Clermont-Ferrand.

• Indiscutablement, ce texte constitue le résultat d'un effort sérieux de réflexion d'un point de vue prolétarien. Sur certains points, il fait une défense très vivante et percutante des positions révolutionnaires. En particulier il est très clair dans son analyse du mécanisme de développement de la bureaucratie syndicale, dans sa dénonciation de la gauche, des gauchistes, et de leurs armes : les élections et le "modernisme". De même il met en avant avec vigueur, à la fois la nécessité de l'auto-organisation des luttes ouvrières, de leur extension face à l'isolement maintenu par les syndicats et à la fois la nécessité pour la classe d'une réflexion approfondie par rapport à son expérience et aux perspectives de sa lutte. Cependant le texte contient un certain nombre d'idées et de formulations erronées qu'il nous appartient comme révolutionnaires de relever et de réfuter.

On peut lire dans ce document des phrases comme : "si les syndicats trahissent nos luttes, c'est parce qu'ils sont réformistes"... ou bien "le programme de ces organisations politiques (gauche et gauchistes) est réformiste 3 l'instar des syndicats".

Ces formulations sont inertes et introduisent une confusion là où par ailleurs, le texte est très clair : la nature capitaliste de la gauche et des syndicats.

## nature du réformisme

Le réformisme appartient à une période et à des circonstances bien précises de l'histoire du mouvement ouvrier. C'est un terme qui définit la maladie dont ont été atteintes la plupart des grandes organisations ouvrières dans la période ascendante du capitalisme. Dans cette période, celui-ci était capable d'accorder des réformes réelles et, dans la mesure où il constituait le cadre approprié au développement des forces productives, sa disparition n'était pas à l'ordre du jour. Pour la classe ouvrière la lutte pour des réformes n'était pas seulement possible mais nécessaire en attendant que mûrissent les conditions économiques de la révolution, nécessaire à la fois pour améliorer ses conditions d'existence et pour se préparer à l'affrontement final. Le réformisme était justement la politique qui, en s'appuyant sur l'illusion que le capitalisme pourrait indéfiniment poursuivre son ascension, rejetait le deuxième aspect des luttes de la classe. Dans cette conception, "le but n'est rien, le mouvement est tout" (Bernstein) : le seul objectif des luttes est une transformation progressive de la société capitaliste dont le socialisme est l'aboutissement organique. Même si elle était favorisée par la pratique quotidienne de la classe, une telle vision était indiscutablement d'essence bourgeoise : le réformisme était une manifestation du poids de l'idéologie bourgeoise au sein des organes de lutte de la classe ouvrière. Mais dans la mesure où justement, la révolution n'était pas encore à l'ordre du jour, ces organes pouvaient assurer une défense réelle des intérêts immédiats des travailleurs. Syndicats et partis sociaux-démocrates de masse étaient des instruments de la classe ouvrière et malgré leurs imperfections et leurs limites, les révolutionnaires y militaient afin d'y défendre, contre les réformistes, la perspective historique de la lutte de classe : le renversement du capitalisme.

Avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, ces organisations sont passées dans le camp du capitalisme : dans la mesure où le système n'était plus capable d'accorder de réformes, elles ne pouvaient plus, sur le terrain qui leur était propre, assurer une quelconque défense des intérêts prolétariens et c'est tout "naturellement" qu'elles sont devenues des instruments de l'Etat bourgeois, des officines de celui-ci en milieu ouvrier. Leur programme actuel, même s'il s'applique à maintenir des illusions réformistes au sein de la classe, la croyance en la possibilité d'améliorations réelles, n'est pas "réformiste". Il est bourgeois. Sous couvert de "réformes", il se propose de perfectionner les instruments d'oppression et de mystification de la classe, de renforcer l'emprise totalitaire de l'Etat sur la société. La journée de 10 heures, à l'époque où les ouvriers en travaillaient quatre ou seize, était une conquête prolétarienne. Les nationalisations sont des mesures capitalistes.

Ce n'est par goût de l'exégèse que nous avons critiqué ces formulations, mais parce qu'elles recouvrent des confusions qui risquent d'être dangereuses. Si la vision qui se dégage de ce texte est authentiquement prolétarienne, par contre c'est sur la base de l'idée que le PC et le PS sont (quand même) "réformistes" que les gauchistes justifient leur politique bourgeoise de soutien à ces partis. Entre les mains d'une organisation du capital, toute confusion de la classe devient une arme redoutable et c'est pour cela qu'il ne faut en laisser passer aucune.

oo

Dans la seconde partie de cet article, nous traiterons du problème central soulevé par ce texte : la fonction des cercles ouvriers.

C.G.

## souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

# CHINE 1927: L'ISOLEMENT DANS LA REVOLUTION

Après avoir vu dans les articles précédents (RI n° 35, 36 et 37) dans quel contexte de reflux de la révolution mondiale s'inscrit la tragédie de la révolution chinoise, et comment le poids de la contre-révolution montante tendait à étouffer la conscience révolutionnaire, comment la classe ouvrière chinoise, isolée et subissant le poids de l'illusion de la continuation de la grande révolution russe sous le joug de l'Internationale dégénérante, il nous faut maintenant tirer la leçon essentielle de ce dernier assaut révolutionnaire des années 20 : l'impossibilité de toute alliance avec une fraction de la bourgeoisie dans la période de décadence, l'impossibilité dans cette période de toute "tâche nationale" pour la classe ouvrière. Pour cela, il est nécessaire de comprendre comment les différentes expressions de la classe ont réagi à des événements : l'Internationale, par la trahison de la défense du "socialisme en un seul pays"; l'Opposition de Gauche, dernière étincelle de vie prolétarienne au sein de l'IC, en semant les germes du trotskysme et de sa défense des "luttes de libération nationale". La Gauche communiste, en tentant de tirer un bilan profond de ces événements, pour que cette expérience puisse être une de ces "défaites qui mènent la classe ouvrière à la victoire"

## la mort de l'Internationale Communiste

Staline a certainement fait une erreur en mettant trop sa confiance en Tchang et autres éléments du Kuomintang (comme les "gauchistes" fanfarons du Wuhan), en les considérant comme les meilleurs défenseurs des intérêts russes en Chine. Après avoir écrasé la classe ouvrière, Tchang revint s'intégrer dans l'orbite des capitalistes déjà établis. Mais la politique des staliniens ne fut pas une erreur dans le sens d'une "erreur tactique" d'une tendance prolétarienne. Ceci est une chose que Trotsky et l'Opposition de gauche n'ont jamais pu comprendre. Le stalinisme représentait le triomphe final de la contre-révolution bourgeoise en Russie et dans l'Internationale Communiste. La participation stalinienne à la destruction de la révolution des travailleurs chinois fut une expression de son hostilité de classe à toute manifestation autonome de la lutte de la classe ouvrière. Ce fut aussi le moment qui marquait la fin de la vague révolutionnaire mondiale qui avait commencé en 1917. A partir de 1928, les staliniens ont gardé la maîtrise complète du parti russe. Même l'opposition de gauche avait été expulsée et la bureaucratie était prête à entamer son programme de militarisation et d'industrialisation forcées en préparation au prochain carnage impérialiste. Au sixième Congrès de l'IC en 1928, l'adoption de la théorie du "socialisme en un seul pays" sonna formellement la mort de l'Internationale et le passage de ses partis dans le camp de la bourgeoisie.

Les événements de 1927 marquèrent aussi la mort du PCC comme organisation prolétarienne. Depuis sa formation il avait été incapable de résister au courant de dégénérescence au sein de

l'IC, et avait accepté d'être utilisé comme un instrument passif dans les mains de l'Internationale en décomposition. Ses meilleurs éléments furent massacrés dans les défaites de 1927. Ceux qui échappèrent aux massacres allèrent dans deux directions : quelques-uns, tel Chen Tu Hsin, la personnalité marquante du parti avant 27, quittèrent le parti et dans l'ensemble rejoignirent l'opposition de gauche. Mais le reste, comme Mao Tsé Toung et Chou En Lai, restèrent fidèles à la contre-révolution stalinienne, et après avoir assisté à la décapitation du prolétariat révolutionnaire, ils furent libres de développer leurs théories et pratiques nouvelles sur le rôle "dirigeant" des paysans dans la révolution chinoise. Les défaites de 27 avaient pavé la route pour un nouvel épisode des rivalités inter-impérialistes en Chine, tout comme la défaite mondiale de la classe avait ouvert le chemin à un nouveau carnage impérialiste mondial. Dans tous ces conflits, le PCC se montra un loyal serviteur du capital national, mobilisant les masses pour la guerre contre le Japon dans les années 30 et la guerre mondiale de 1939-45. Il gagna ainsi le droit de devenir le maître de l'Etat capitaliste après 1949 et le contre-maître en chef de la classe ouvrière chinoise.

En un sens, la classe ouvrière chinoise a payé le prix de son immaturité. La politique invertébrée du PCC fut en partie le reflet du fait que la classe ouvrière chinoise comme un tout fut incapable de décanter l'expérience nécessaire pour rompre avec la mainmise idéologique du Kuomintang et du nationalisme, pour s'affirmer en tant que classe avec sa mission propre et se doter des organes politiques et unitaires nécessaires à mener à bien cette mission : les soviets et une fraction révolutionnaire claire. Mais en der-

nière analyse, l'issue de la révolution chinoise fut décidée dans les rues de Pétrograd, Berlin, Budapest et Turin. L'échec de la révolution chinoise laissa les ouvriers chinois isolés, dans la confusion, et sous la contrainte des forces contre-révolutionnaires qui avaient grandi en leur propre sein. Ainsi, leur lutte massive et spontanée put être dévoyée sur le terrain bourgeois et finalement écrasée.

## Trotsky et les leçons de 27

L'attaque de l'opposition de gauche contre le sabotage de la révolution chinoise fait par les staliniens, son appel pour une lutte immédiate pour le pouvoir des soviets contre toute la bourgeoisie chinoise, y compris le Kuomintang, fut l'une des ultimes occasions où Trotsky et ses amis défendirent une position révolutionnaire. Mais, comme la plupart des positions de l'opposition de gauche, elle était à la fois trop faible et trop tardive : les véritables leçons de 27, ils ne les tirèrent pas. Trotsky commença à réclamer la rupture avec le Kuomintang seulement en 1926. Il ne s'était pas opposé à la politique désastreuse de Front Unique Anti-impérialiste de 1922, pas plus qu'il ne s'était opposé à son corollaire, le Front Unique Ouvrier à l'Ouest. Il ne nia jamais la possibilité pour les travailleurs de conclure un "bloc militaire" temporaire avec le Kuomintang même après 1927. Ces confusions menèrent Trotsky et ses partisans à prendre une position ouvertement contre-révolutionnaire durant le conflit sino-japonais, quand ils recommandèrent de supporter "critiquement" Tchang Kai Chek, aux mains rouges de sang, contre les envahisseurs japonais. Ainsi les trotskystes commencèrent-ils leur pratique, depuis habituelle, de défense d'un côté contre un autre dans les conflits inter-impérialistes, déguisés en guerres de "libération nationale".

Par dessus tout, l'opposition de gauche ne remit jamais en question la sacro-sainte position de soutien aux luttes de libération nationale dressée par Lénine dans les thèses pour le second Congrès de l'IC. Bien que Lénine ait insisté sur la nécessité pour les communistes de maintenir leur autonomie politique dans de telles luttes -ce qui fut de manière flagrante abandonné par l'IC dans son alliance avec le Kuomintang-, les confusions fondamentales de ces thèses sur la question coloniale pavèrent le chemin pour toutes les mystifications sur la "révolution nationale" et les "étapes" que l'IC mit bruyamment en avant par la suite. Déjà en

21-23, la politique de soutien aux soi-disant "révolutions coloniales" avait eu pour résultat le massacre des travailleurs et des communistes en Turquie et en Perse par les forces nationalistes locales. La contre-révolution capitaliste était déjà un processus à l'échelle mondiale qui soulignait la nature irrémédiablement réactionnaire de toutes les fractions de la bourgeoisie coloniale.

Seule, la gauche communiste fut capable de tirer la véritable signification de la tragédie chinoise. Dans Bilan n°16, en février-mars 1935, la fraction italienne de la gauche communiste écrivait que les événements en Chine avaient prouvé définitivement que :

"Les thèses du second Congrès doivent être complétées en changeant radicalement leur contenu. Ces thèses admettaient la possibilité pour le prolétariat de donner son soutien à tout mouvement anti-impérialiste, jusqu'à ce que de tels mouvements créent les conditions pour un mouvement prolétarien indépendant. Maintenant, il faut reconnaître, après ces expériences, que le prolétariat indigène ne peut apporter aucun soutien à ces mouvements. Il peut devenir le protagoniste d'une lutte anti-impérialiste SEULEMENT s'il se rattache au prolétariat international pour faire, dans les colonies, un saut analogue à celui fait par les bolcheviks qui furent capables de mener le prolétariat d'un régime féodal à la dictature du prolétariat."

A l'époque du capitalisme décadent, il ne peut y avoir à un seul moment convergence d'intérêt entre le prolétariat et la bourgeoisie. Que ce soit dans les pays avancés ou dans le Tiers-Monde, la bourgeoisie n'a rien à offrir à la classe ouvrière excepté la misère, la répression et la guerre. Tous ceux qui appellent le prolétariat à former des "fronts uniques anti-impérialistes", des "blocs militaires" ou des "fronts anti-fascistes" avec une soi-disant fraction "progressive" de la bourgeoisie ne font qu'aider à désarmer la classe et à lui mettre la tête sur le billot. Après les massacres en Chine en 27, il n'y a plus de place pour le doute. La classe ouvrière ne peut se défendre qu'au travers de sa lutte autonome et de ses propres organes de combat. Et à une époque où tous les Etats nationaux et toutes les bourgeoisies nationales ne sont rien d'autre qu'une entrave au développement de l'humanité, la classe ouvrière ne peut avoir de "tâches nationales". Son seul avenir réside dans la lutte pour le communisme à l'échelle mondiale.

C.D.WARD

## VIE DE L'ORGANISATION

### réunions publiques

Révolution Internationale organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Paris, Toulouse, Nantes, Paris, Toulouse et Troyes.

Expressions de la vie de l'organisation, ces réunions sont un instrument fondamental de notre intervention. Durant le mois de juin, trois réunions publiques se sont tenues sur le thème des prétendues "luttes de libération nationale" : à Bordeaux, à Paris et à Toulouse.

Une telle insistance ne doit pas surprendre : en effet, depuis la seconde guerre mondiale, ces luttes, qui ne sont que des moments du conflit qui oppose les principales puissances impérialistes regroupées en blocs rivaux n'ont pour ainsi dire pas cessé. Depuis la "paix au Vietnam", leur multiplication et leur intensification révèlent l'accélération de la marche du capitalisme en crise vers sa solution : la guerre impérialiste généralisée.

Dans ce contexte, il est d'autant plus essentiel que les révolutionnaires soient clairs sur la nature de ces conflits et dénoncent toutes les formes de nationalisme qui ne peuvent servir qu'à embrigader le prolétariat comme chair à canon et à entraver sa marche vers sa solution : la révolution communiste mondiale.

Lors de la réunion publique qui s'est tenue à Paris, nos positions se sont affrontées publiquement à celles du Parti Communiste International : l'incompréhension profonde de ce dernier des implications de l'entrée en décadence du système capitaliste, son

attachement dogmatique au passé du mouvement ouvrier, y compris dans ses erreurs, le conduit aujourd'hui, plus nettement sur cette question que sur toute autre, à défendre des positions qui sont celles de la classe ennemie. Face à sa tentative de justifier un soutien du prolétariat à des fractions plus "progressistes" de la bourgeoisie, face à son "internationalisme" de clocher qui le fait tout sacrifier à la lutte contre l'impérialisme français, "oubliant" que prendre parti contre le seul impérialisme français le mène inévitablement à soutenir l'impérialisme rival dans des affrontements où la classe ouvrière a tout à perdre, nous avons réaffirmé la seule position de classe que le prolétariat puisse opposer à son embrigadement dans ces guerres impérialistes : contre la guerre, par la révolution prolétarienne.

Révolution Internationale ne tiendra pas de réunions publiques durant les mois de juillet et d'août. Les thèmes, dates et lieux des réunions publiques du mois de septembre seront indiqués dans le numéro du mois d'août.

Cependant, la section de Paris continuera à assurer des permanences au mois de juillet, tous les samedis (exception faite du samedi 2 juillet) à 16 heures, au café "Le Paris", salle du premier étage, 148 Bd de Charonne. (Métro : Al. Dumas).



### PUBLICATIONS du C.C.I.

#### Accion Proletaria (Espagne)

Ecrire à l'adresse de RI.

#### Internacionalismo (Venezuela)

Ecrire à l'adresse de RI

#### Internationalism

PO Box 961  
Manhattanville Station  
365, West 125 St.  
New York, N.Y. 10027 (USA)

#### PO Box 328

Station "D"  
Toronto, Ontario (Canada)

#### Internationalisme (Belgique)

BP 2  
Etterbeck 4  
1040 Bruxelles  
Adresse aux Pays-Bas :

IKS  
Postbus 452  
Nijmegen (Pays-Bas)

#### Rivoluzione Internazionale (Italie)

CP 469  
80100 Napoli

#### World Revolution (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit :  
BM Box 869  
London WC IV 6XX

Adresse en Allemagne :

IKS C/o ABC Buchladen  
Goethestrasse 77  
3500 KASSEL

#### Revue Internationale

DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

REVOLUTION INTERNATIONALE  
B.P. 219  
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du Journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples : 12 numéros de RI seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :

C. Giné CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C. Giné  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu  
Paris 20ème.

# LA CLASSE OUVRIERE N'ELIT PAS SON BOURREAU

La bourgeoisie espagnole, avec les dernières élections, parachève l'action entreprise depuis la mort de Franco, pour doter l'état espagnol d'un appareil politique capable de mieux faire face à la crise économique et sociale. C'est avec un profond soulagement que la bourgeoisie du monde entier applaudit les résultats électoraux qui marquent la fin du franquisme, à laquelle elle a contribué.

40 ans après le Frente Popular, la gauche retrouve une place de choix dans l'Etat espagnol ; en réserve de gouvernement, les PSOE, PCE et autres PSP au travers du score électoral de la gauche marquent un renforcement de l'Etat face à la combativité des travailleurs. Le texte qui suit est la traduction d'un tract diffusé par la section du CCI en Espagne, contre les mystifications électorales que les révolutionnaires doivent constamment dénoncer dans leur intervention.

\* La bourgeoisie espagnole annonce pour le 15 juin la grande "fin de la fête" de son douloureux accouchement démocratisant : les élections.

Sur chaque mur, dans chaque meeting, dans la presse, la radio et la télévision... à travers les "grandes gueules" de ses leaders de droite ou de gauche, la bourgeoisie n'arrête pas un moment de nous bombarder de son verbiage électoral. Tout ce battage n'a d'autre fin que de nous convaincre que NOUS DEVONS ALLER VOTER !

Devant cela, nous les travailleurs ne pouvons que nous demander : à qui servent les élections? Sont-elles utiles au prolétariat?

La seule chose qui pourrait justifier notre participation aux élections serait que celles-ci nous servent pour obtenir des améliorations dans nos conditions de vie. C'est ce qui se passait au siècle dernier quand les travailleurs, à travers la participation de la social-démocratie aux élections et au parlement, pouvaient conquérir de telles améliorations. Mais aujourd'hui la situation et les conditions de la lutte de la classe ouvrière ONT CHANGE COMPLETEMENT. Une réalité indiscutable régit le monde : LE CAPITALISME DANS SA PHASE DE DECADENCE, commencée au début de ce siècle, EST INCAPABLE D'OFFRIR UNE AMELIORATION QUELCONQUE, REELLE ET DURABLE AU PROLETARIAT.

Ceci n'est pas une affirmation abstraite, mais quelque chose que les travailleurs vivent tous les jours. Il est clair pour tous que les misérables augmentations de salaires sont DEVOREES EN UN CLIN D'OEIL par les continuelles hausses de prix ; que CHAQUE FOIS PLUS D'OUVRIERS SONT JETES AU CHOMAGE ; qu'ON INTENSIFIE NOTRE EXPLOITATION ...

L'Etat bourgeois est aujourd'hui l'organe qui agit comme "bouée de sauvetage" de la société capitaliste qui coule à pic. Aujourd'hui c'est cet Etat qui est chargé de contrôler toute la vie sociale depuis les associations de locataires jusqu'aux investissements économiques. Et surtout, il s'est transformé en GESTIONNAIRE ACTIF DE L'EXPLOITATION (contrôle des salaires, productivité) ET DE LA REPRESSION DU PROLETARIAT (en l'encadrant dans les syndicats ou dans les partis de gauche ou en attaquant ouvertement ses luttes).

La participation du prolétariat à l'Etat bourgeois ne peut que l'amener à COOPERER AU SAUVETAGE DU CAPITAL, à S'ENCHAINER A LA SUREXPLOITATION dont celui-ci a besoin, et enfin à CHATRER SA PROPRE PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE.

Alors que reste-t-il de tant de promesses de ceux qui se disent "nos représentants"? Que vont-ils donner à la classe ouvrière?

Absolument rien de bon. AUCUN D'EUX, QU'IL SOIT DE DROITE OU DE GAUCHE, N'A JAMAIS PU, NE POURRA JAMAIS NOUS OFFRIR AUTRE CHOSE QUE SUREXPLOITATION, MISERE ET REPRESSION. Aucune fraction de la bourgeoisie ne peut échapper à ce qu'im-

posent les besoins mêmes du maintien du capitalisme.

La classe ouvrière de tous les pays a déjà eu de nombreuses et douloureuses expériences pour mettre à l'épreuve cette question.

Sans aller plus loin, les élections qui ont eu lieu en Espagne en 1936 ont porté au pouvoir la canaille du Front Populaire (auquel ont participé le PSOE, la CNT, le PCE ...) qui a répondu aux votes des ouvriers par une brutale INTENSIFICATION DE L'EXPLOITATION ("l'effort de guerre") et LA PLUS SAUVAGE DES REPRESSIONS (fusillades et tueries contre la grève de Barcelone de 1937), sa tâche culminant avec l'envoi massif des TRAVAILLEURS AU MASSACRE DE LA GUERRE CIVILE (PRELUDE DE LA 2ème GUERRE MONDIALE). Cette tuerie a de surcroît été qualifiée de "révolution prolétarienne contre le fascisme". Cyniques! les avaient eux-mêmes désarmé le prolétariat dans le mouvement ouvrier du 19 juillet 1936 contre le soulèvement de l'armée.

Identiques sont les expériences des travailleurs allemands tirées du triomphe électoral du nazisme en 1932, ou des travailleurs français qui, en 1936, ont élu un autre Front Populaire qui a maintenu une discipline du travail de fer sous couvert de la consigne "travailler d'abord, revendiquer ensuite". Actuellement les gouvernements "élus" en Angleterre, en Italie ou au Portugal, (le dernier étant même teinté de "socialisme") ont répondu par LA MISE EN PLACE DE FORTES MESURES D'AUSTERITE ET PAR LA REPRESSION ABSOLUE DE TOUTE LUTTE OUVRIERE.

Tout cela ne peut que nous faire répéter aujourd'hui ce que la classe ouvrière a constaté suffisamment pendant toutes ces années : LES ELECTIONS SONT UNE ARME DE LA BOURGEOISIE. Mais, à quoi servent les élections pour la bourgeoisie?

Ce sont les urnes qui déterminent quelle fraction de la bourgeoisie va appliquer les mesures dont le capitalisme a besoin : c'est à dire QUI VA AFFRONTER LA CRISE ET LA MONTEE DES LUTTES OUVRIERES. Et pour quoi le? urnes? Bien entendu, non pas par "bonne volonté" démocratique. Les nécessités du capitalisme, c'est à dire les mesures D'AUSTERITE (blocage des salaires, chômage, réduction des frais de la Sécurité Sociale...) et à long terme LA GUERRE MONDIALE, imposent de tels sacrifices que la fraction de la bourgeoisie chargée de les mener à bien a besoin d'un compromis d'appui, d'un contrôle et d'un encadrement absolu de la classe ouvrière, de sorte qu'elle puisse compter sur son VOTE ... DE CONFIANCE. Et c'est cela que l'on cherche avec les élections.

Face à tout cela, quelle alternative reste-t-il au prolétariat?

Il existe une réponse claire : LA CLASSE OUVRIERE DOIT SE MAINTENIR EN

MARGE DE N'IMPORTE QUELLE QUESTION ELECTORALISTE OU PARLEMENTAIRE. LA QUESTION NE RESIDE PAS DANS LE VOTE OU DANS L'ABSTENTION. De toutes façons, le prolétariat ne va pas aux élections en tant que CLASSE mais comme individus isolés, ouvrier par ouvrier.

La seule alternative qui lui reste en tant que CLASSE est de RENFORCER SA LUTTE AUTONOME EN MARGE ET CONTRE L'ETAT CAPITALISTE. Cette autonomie est

une condition indispensable pour son avance révolutionnaire. Faire confiance à la bourgeoisie ou à l'Etat ne peut la conduire qu'à retarder sa prise de CONSCIENCE EN TANT QUE CLASSE REVOLUTIONNAIRE HISTORIQUE ET MONDIALE. Seule la GENERALISATION ET L'UNIFICATION DE SES LUTTES PEUT LA CONDUIRE A L'EMANCIPATION DEFINITIVE.

Courant Communiste International

## LUTTE DE CLASSE ET TIERS-MONDISME

(suite de la p.1)

Mais les problèmes de ces Etats ne font que préfigurer le devenir de tous les pays, à mesure que la part de débouchés à la production se fait plus congrue. La situation promise à la classe ouvrière : une exploitation toujours plus intense, une condition toujours plus misérable (voir la famine sévissant actuellement à Luanda) et la menace permanente sur sa tête de la mitraille et de la guerre, est celle qui l'attend partout.

Nulle part, on ne peut avancer de caractère "progressiste" de la bourgeoisie, nulle part n'existe la possibilité d'atteler le prolétariat à une fraction "révolutionnaire" de celle-ci. L'ère des révolutions bourgeoises est close depuis longtemps. Dans tous les pays, c'est directement contre sa propre bourgeoisie que le prolétariat livre ses assauts et donc contre toute la bourgeoisie. Et c'est à elle qu'à ce moment là, "dans certains pays", au nom d'une pseudo-"révolution double" aussi bien que d'un quelconque "front anti-impérialiste", certains voudraient qu'il s'allie!

Ce qu'atteste au contraire la montée des luttes partout dans le monde, c'est que, comme il y a 60 ans, une seule alternative se pose de plus en plus clairement aujourd'hui à la classe ouvrière dans tous les pays : guerre ou révolution prolétarienne.

Mais les signes de mûrissement de la classe se retrouvent dans la résistance qu'elle offre face aux succédanés locaux de la guerre impérialiste à l'heure où, sortant à peine de deux années de massacre dans une guerre de "libération nationale", les dockers de Luanda s'affrontent à un gouvernement "populaire", à l'heure où dans le pays vainqueur (Israël) comme dans le pays vaincu (Egypte), il apparaît que la guerre n'a pas étouffé le mouvement prolétarien, à l'heure où l'hystérie belléiste de l'Etat algérien contre le Maroc ou la Mauritanie est enrayée par les réactions ouvrières.

Quels que soient le degré de violence et la durée des affrontements, fonctions de la combativité ouvrière et de la capacité de reprise en main par la bourgeoisie locale (en Chine, au milieu de la crise politique agitant la bourgeoisie, la grève d'une usine de tracteurs dans la province du Kiangsi s'est prolongée 21 mois pendant lesquels la direction a été séquestrée à 50 reprises et 40 % des ouvriers ont dû être "transférés"), ces réactions font voler en éclats le mythe de toute "spécificité" que conférerait le sous-développement du pays comme il détruit en même temps l'illusion entretenue par toutes les fractions de la bourgeoisie d'une différence entre pays "capitalistes" et pays "socialistes". Quel subtil particularisme pourrait-on discerner dans

les grèves ouvrières qui éclatent simultanément sous le régime "communiste" de Hua Kuo Feng ou sous la poigne de fer de la dictature des militaires argentins, au Sénégal, "modèle démocratique de l'Afrique" pour certains et en Algérie, "modèle socialiste" pour d'autres, et dans l'attitude face à elles de leur bourgeoisie nationale?

En Afrique comme en Europe occidentale, dans les pays de l'Est comme aux USA, en Amérique latine comme en Asie, l'appareil d'Etat doit contrôler, face au développement de la crise, de plus en plus étroitement l'économie nationale, de manière plus ou moins autoritaire et brutale selon les moyens, l'état de délabrement ou de force du capital national. C'est contre lui, aussi bien que contre la bourgeoisie privée que la classe ouvrière est partout amenée à s'affronter de plus en plus directement, et avant ses autres corps représentatifs organisés, d'abord contre sa police au sein des entreprises, les syndicats. Quelles que soient les illusions que ceux-ci parviennent à entretenir dans la classe, ils sont les premiers obstacles que rencontrent les prolétaires dans le développement de leurs luttes comme le démontrent encore les récentes grèves en Israël, au Sénégal, en Algérie, en Amérique du Sud.

Ce sont les mêmes instruments idéologiques auxquels tous les serviteurs de cet appareil d'Etat font appel pour tenter d'endiguer et de noyer la réponse de la classe : le nationalisme et le frontisme. Ce sont les mêmes fractions de la bourgeoisie -gauche et gauchistes- qui se révèlent les plus aptes à les distiller, qui en plus des sauces auxquelles elles les agrémentent partout, leur apportent, dans les Etats les plus faibles d'un monde pourrissant, le piment particulier de "luttes de libération nationale" ou de "fronts anti-impérialistes".

Ce sont les mêmes tâches qui incombent au prolétariat dans tous les pays:

-Le chemin qu'indiquent les luttes actuelles de la classe ouvrière dans le monde, c'est celui de l'autonomie de classe qu'il devra préserver contre toutes les illusions engendrées par la contre-révolution triomphante, contre toutes les mystifications qui visent à pousser le prolétariat à défendre des intérêts qui ne sont pas les siens.

-Celui qu'il devra parcourir, c'est rompre un isolement qui, dans le cadre usiniste, corporatiste ou national, assuré par l'efficacité de l'encadrement syndical de l'Etat ou par la brutalité de son contrôle, constitue une entrave au processus de prise de conscience du caractère international de ses luttes.

Y.D.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et érige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

• Les "luttes de libération nationale"

Le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquiescer un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat. NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-interrrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.